

Le capitalisme de copinage, un facteur de blocage

Le Forum euroméditerranéen des instituts de sciences économiques (Femise), dans son dernier rapport euroméditerranéen 2019, évoque la persistance de relations de connivence, entre le milieu des affaires et le milieu politique, qui entravent le développement du secteur privé dans les pays méditerranéens. La nature précise de ces relations de connivence varie d'un pays à l'autre, mais nombre d'analyses montrent que dans l'ensemble des pays de la région, elles ont eu tendance à s'amplifier au cours de ces 20 dernières années. Ce n'est pas un scoop, mais l'intérêt de l'analyse est qu'elle souligne l'effet inhibant du système de clientélisme sur la croissance.

Un tour d'horizon de la littérature souligne que le capitalisme de copinage impacte négativement la croissance globale de ces économies, et ce système pourrait expliquer pourquoi, malgré des réformes et la mise en place d'un grand nombre de dispositifs, ces pays n'ont pas encore obtenu les résultats auxquels on aurait pu s'attendre. Le système de clientélisme est un facteur de blocage important pour la croissance parce qu'il agit sur l'économie de façon directe et indirecte, souligne le Femise. Ses effets négatifs directs sur la dynamique du secteur privé passent par plusieurs canaux. En premier lieu, les entreprises connectées avec le pouvoir captent une large partie des crédits bancaires. En Algérie, ce constat n'est pas étonnant.

Les crédits distribués par les banques publiques demeurent prédominants avec 86,8% de parts de marché en 2017, selon la Banque d'Algérie. Les banques publiques assurent la totalité du financement direct du secteur économique public et leur part dans le financement du secteur privé est importante (74,5%). En second lieu, les entreprises connectées bénéficient d'une forme de protection vis-à-vis, à la fois de la concurrence extérieure et de la concurrence domestique, grâce à la mise en place, par les pouvoirs publics, d'un certain nombre de mesures administratives dans les secteurs d'activités où ces entreprises connectées sont présentes. Il est clair qu'à partir du moment où les entreprises entrantes ou les entreprises déjà existantes ont besoin d'autorisations pour fonctionner, les réglementations peuvent être utilisées abusivement pour décourager les entrées d'entreprises et entraver la concurrence entre les entreprises présentes sur le marché.

En Algérie, la facilité accordée aux opérateurs qui sont connectés avec le pouvoir contraste avec les blocages dont souffrent ceux qui ont affiché leur opposition ou, simplement, une certaine neutralité. En troisième lieu, le système de connivence inhibe l'innovation. Le Femise indique que les effets indirects du système de clientélisme qui sont plus insidieux et probablement plus préjudiciables encore sur la croissance et le développement des pays que les effets directs parce qu'ils marquent la société plus profondément et leurs conséquences (mauvaise gouvernance, corruption, manque de confiance dans les responsables politiques, dans le milieu de l'entreprise et dans l'administration, développement du secteur informel), sont plus difficiles à endiguer par l'action publique.

Selon la dernière enquête réalisée par le Baromètre arabe en 2016, relève le Femise dans son rapport, le principal défi à relever exprimé par les populations de la région, après bien entendu la situation économique, est la corruption, et cela, de façon plus marquée, entre autres, en Algérie. Cette même enquête montre que la corruption au sein des agences et des institutions publiques est perçue comme assez ou largement étendue pour 80% des personnes interrogées en Algérie. Le Femise évoque la persistance d'un système de rente en

Algérie, de l'accès au capital et au foncier qui échappe au marché, de l'accès au crédit bancaire soumis au pouvoir discrétionnaire de l'administration, de la faiblesse de l'État de droit et de la non-garantie de la propriété privée qui découragent l'investissement.

Meziane Rabhi